

DELIBERATION N° 2001/12-01 - AMENAGEMENT ET REDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL.

Madame RAVON, rapporteur, informe l'Assemblée que dans le cadre du décret n° 2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat et du décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, il appartient au Conseil Municipal de fixer les règles applicables en matière de durée et d'organisation du temps de travail au sein des services municipaux, considérant que le passage aux 35 heures est obligatoire, à compter du 1er janvier 2002.

Dans l'objectif de concevoir et mettre en oeuvre un dispositif pérenne et satisfaisant, une étude de faisabilité a été confiée à un Cabinet Extérieur.

Après une large concertation avec l'ensemble du personnel salarié de la Commune (Mairie et CCAS) et une négociation avec les représentants du personnel, un protocole d'accord, ci-annexé, a été élaboré. La recherche de solutions s'est faite dans l'esprit à la fois d'assurer la meilleure qualité du service public et d'améliorer la qualité de vie au travail des agents, dans le respect d'une gestion financière rigoureuse et citoyenne.

Ce protocole d'accord a été soumis à l'avis du Comité Technique Paritaire, en date du 10 décembre 2001.

La Commission de l'Administration Générale a été réunie le 18 octobre 2001 et le 12 décembre 2001 afin d'examiner la mise en place de ce protocole d'accord.

Lecture faite de ce protocole d'accord, le CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- de réduire la durée hebdomadaire de travail des agents de la Commune de Ludres (Mairie et CCAS) à 35 heures en moyenne par semaine, selon les modalités figurant dans le protocole d'accord, ci-annexé, à compter du 1er janvier 2002.